

DÉLIBÉRATION n°2026-06
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 11 mars 2026

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration extraordinaire du 3 février 2025

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration extraordinaire de l'IEP de Rennes du 3 février 2025 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 23 membres
Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 23

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 11 mars 2026

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 3 février 2026 (5 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 12 mars 2026

Présents

- (1) M. Yann Lejolivet (Président du Conseil d'administration)
- (2) M. Eric Hitti (représentant de M. David Alis)
- (3) M. Jérôme Lartigau (représentant de Mme Maryvonne Le Brignonen)
- (4) Mme Audrey Ballu-Gougeon
- (5) Mme Gaël Le Saout
- (6) Mme Corinne Poulain
- (7) M. Olivier David (représentant de M. le Président du Conseil régional)
- (8) M. Romain Pasquier
- (9) M. Thibault Tellier
- (10) M. Gil Desmoulin
- (11) M. Nicolas Escach
- (12) Mme Gaëlle Petit
- (13) Mme Marta Iglesias
- (14) Mme Jade Beniguel
- (15) M. Auguste Deshouant
- (16) M. Amadu Djalo
- (17) Mme Coline Boudet
- (18) Mme Jeanne Chapa
- (19) M. Paul Lechatreux
- (20) M. Ash Gantois
- (21) Mme Pauline Cardot

Représentés

- (22) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (23) M. Marc Hervé (représentant de M. le Président du Conseil départemental)
- (24) M. Vincent Valentin
- (25) Mme Armelle De Guibert
- (26) Mme Claire Toupin-Guyot
- (27) Mme Adeline Thobie

Membres ayant voix consultative

- (28) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (29) Mme Léa Escalmel, Association des Anciens

Invités

- (30) Mme Myriam Ravalet
- (31) Mme Cyrielle Leclerc
- (32) M. Cyril Rams
- (33) M. Sébastien Châble
- (34) M. Hugues Parola
- (35) M. Vincent Fertey
- (36) M. Quentin Jagorel

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
M. Marc Hervé	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier

Mme Armelle De Guibert	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
Mme Claire Toupin-Guyot	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulins
Mme Adeline Thobie	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulins

M. Lejolivet ouvre la séance.

En préambule, M. Lejolivet souhaite la bienvenue aux participants et leur adresse ses meilleurs vœux. Il précise que la présente séance aura pour unique objet le rapprochement avec l'INSEAC.

M. Lejolivet fait l'appel et constate que le quorum est atteint.

1. MESURES REGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

M. Diaz rappelle que le conseil d'administration, lors de sa séance du 24 septembre 2025, a adopté à l'unanimité la convention-cadre signée par le ministère de la Culture et le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche confiant l'adossement de l'INSEAC à Sciences Po Rennes. Cette adoption était toutefois conditionnée à l'obtention de la convention de moyens. Depuis lors, un travail a été entrepris avec les trois tutelles, grâce au soutien des relais territoriaux et à celui de la Rectrice. Les collectivités concernées et l'Université de Rennes ont également été rencontrées. Au terme de ces discussions, une convention de moyens a pu être établie, qui permet à l'IEP de se projeter avec optimisme et enthousiasme dans l'accueil de l'INSEAC. Cet établissement est situé à Guingamp et porte la politique nationale de l'éducation artistique et culturelle, depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur.

M. Diaz précise ensuite que la convention de moyens sera signée par le ministère de la Culture, le ministère de l'Education nationale, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, l'Université de Rennes et Sciences Po Rennes. Le Directeur général de la DGESIP a d'ores et déjà signé la convention et le parcours des signatures se poursuit actuellement. A travers cette convention, le ministère de l'Education nationale va verser une subvention de 150 000 euros et mettra deux postes à disposition de l'INSEAC. Quant au ministère de la Culture, il va également verser une subvention de 150 000 euros. Enfin, le ministère de l'Enseignement supérieur va transférer l'équivalent de 5 postes d'enseignants-chercheurs, dont deux sont déjà présents à l'INSEAC, et verser une subvention de 200 000 euros pour couvrir les 5 postes administratifs, également déjà présents à l'INSEAC.

M. Diaz explique ensuite que dans le cadre de la convention avec la Ville de Guingamp, cette dernière met à disposition à titre gracieux les locaux de l'ancienne prison rénovée pour héberger l'INSEAC. Il est à noter que la communauté d'agglomération Guingamp-Paimpol Agglomération se réunit ce jour en conseil d'administration et va également adopter la mise à disposition d'un amphithéâtre dans une ancienne chapelle rénovée ainsi que le financement d'une bourse doctorale à travers une subvention sur trois ans.

Par ailleurs, M. Diaz indique que du 1^{er} janvier au 31 août 2026, l'AGCNAM va continuer à gérer l'INSEAC. Cette convention transitoire a pour objectif de rembourser les frais avancés par l'AGCNAM puisque l'IEP va recevoir l'ensemble des dotations de l'Etat au titre de l'année 2026. La convention permettra donc de réguler les flux financiers entre le CNAM Paris, l'AGCNAM et l'IEP durant cette période de transition. Le transfert sera effectif au 1^{er} septembre 2026 et Sciences Po Rennes assurera alors la gestion complète de l'INSEAC. Un commissaire aux comptes viendra expertiser les comptes durant cette période. Enfin, M. Diaz précise que le règlement intérieur sera modifié une fois que les administrateurs et administratrices auront adopté les trois conventions précédemment citées.

M. Lejolivet s'enquiert d'éventuelles questions sur les textes.

M. Djalo exprime les doutes des représentants des étudiants sur cette opération, qui pourrait apparaître comme une procédure de simplification administrative. Or il se demande en quoi le rattachement de l'INSEAC à l'IEP permet concrètement d'améliorer le pilotage de l'établissement dans une direction plus favorable. Il se demande, en outre, si la convention de rattachement ministérielle ne fait pas doublon par rapport à cet objectif. Enfin, la question qui se pose a trait à la marge de manœuvre que gardera l'IEP à terme et aux améliorations qui seront réellement apportées en matière de communication et de transparence. A cet égard, il rappelle qu'en 2025, des personnels de l'INSEAC ont indiqué qu'ils n'avaient pas été consultés sur ce projet.

Mme Boudet souhaite savoir quelle sera la place des collectivités locales – Ville de Guingamp et Département des Côtes-d'Armor – dans la future gouvernance de l'INSEAC rattachée à Sciences Po Rennes.

M. Lechartreux s'interroge sur la façon dont le transfert vers l'IEP peut permettre à l'INSEAC de poursuivre sa mission initiale en faveur de l'éducation artistique et culturelle.

Mme Béniguel demande si ce transfert pourrait permettre d'augmenter le nombre de places pour accueillir les étudiants et étudiantes, les demandes étant très nombreuses.

M. Diaz répond que l'accueil de l'INSEAC au sein de Sciences Po Rennes, avec la mise en place d'une gouvernance rapprochée, induit le passage à un service entièrement public, en lieu et place d'un montage hybride entre une université – le CNAM Paris – et une association de droit privé – l'AGCNAM. L'INSEAC revient donc ainsi dans le secteur public, ce qui assure de bonnes conditions de travail aux personnels de l'AGCNAM et permet d'offrir aux enseignants-chercheurs des liens avec un laboratoire de proximité à Rennes. L'IEP, a qui plus est, une expérience de gestion de la gouvernance à distance, avec le campus de Caen. Ce rapprochement offre, en outre, une garantie de suivi RH des personnels et de suivi financier. Sciences Po Rennes a ainsi démontré auprès des différentes tutelles la solidité de son projet, à travers la bonne gestion de ses process internes. S'agissant des étudiants, qui sont au nombre de 35 à 50 selon les promotions, ils auront la possibilité d'accéder au service de santé étudiant de Saint-Brieuc et à une carte d'étudiant. L'accueil au sein du service public de l'enseignement supérieur contribuera certainement à résoudre certains problèmes au sein de l'INSEAC.

M. Diaz ajoute qu'il s'est rendu à Guingamp pour rencontrer les personnels de l'INSEAC. Le Directeur des ressources humaines et la Directrice générale des services vont également visiter le site dans les prochains jours. Il précise que les enseignants-chercheurs sont libres d'intégrer Sciences Po Rennes ou non. Concernant les collectivités territoriales, M. Diaz les a toutes rencontrées. Elles ne seront aucunement dépossédées de leurs prérogatives dans le cadre de ce projet. Le maire de Guingamp et le président de la communauté d'agglomération sont ravis de ce rapprochement et resteront associés à la gouvernance, au sein d'un comité stratégique élargi. Par ailleurs, il semble possible d'ambitionner l'accueil d'un plus grand nombre d'étudiants au sein du master EAC de Guingamp et il n'y aura pas de concurrence de places avec les étudiants de Sciences Po Rennes.

Enfin, M. Diaz en vient aux missions de l'INSEAC et précise qu'elles sont encadrées par une feuille de route des tutelles qui financent cet établissement. L'IEP sera évalué sur la bonne utilisation des fonds, au service du déploiement de la politique EAC par l'INSEAC. Il est à noter que l'INSEAC porte une mission de formation initiale, mais également de formation continue de tous les acteurs de cette filière – enseignants, éducateurs, élus...

Mme Poulain précise qu'elle est la Directrice des Champs Libres à Rennes, mais qu'elle occupe également un des postes d'enseignant-chercheur à l'INSEAC. Elle estime que ce rapprochement est une belle opportunité pour les personnels, qui se sentaient assez isolés. Pour autant, il est normal qu'un tel changement suscite des questions. En tout état de cause, l'éducation artistique et culturelle est un des facteurs ayant contribué à renouveler profondément les politiques culturelles territoriales depuis quelques années. Il s'agit de politiques de coopération territoriale qui impliquent de nombreux croisements et ce rapprochement entre IEP et INSEAC fait sens à cet égard.

M. Jagorel précise qu'en tant que DRAC, il représente le ministère de la Culture en région. Il rappelle que l'éducation, artistique et culturelle est une politique prioritaire depuis deux décennies, en tant qu'élément structurant de la démocratisation culturelle. L'EAC repose sur trois piliers indissociables : l'acquisition de connaissances artistiques et culturelles, la rencontre avec l'œuvre et l'artiste, et la pratique. Il est intéressant que l'IEP de Rennes accueille l'INSEAC, car ce rapprochement permet d'articuler l'échelon régional et la dimension nationale de l'INSEAC. Enfin, l'EAC ne concerne pas le seul public scolaire, mais doit toucher divers publics tout au long de la vie.

M. Tellier précise qu'outre son statut d'enseignant-chercheur à l'IEP et de Directeur de la formation continue, il est également adjoint au maire en charge de la culture et de l'éducation. Il voit dans ce rapprochement une belle opportunité, pour les deux établissements, en termes de développement de la formation continue dans le domaine des EAC.

M. Fertey souligne que pour le Rectorat, l'INSEAC représente un trait d'union entre différents acteurs pour coordonner les politiques publiques éducatives en matière d'EAC. L'enjeu est bien, dans la dynamique de déconcentration à l'œuvre, de travailler des continuums territoriaux et sociaux eu égard à l'accès aux arts et à la culture, tout en imbriquant des enjeux de formation, de recherche et d'innovation. Il note enfin que l'INSEAC s'appuie sur le campus des métiers et des qualifications EAC, en lien avec le lycée Joseph Savina situé à Tréguier.

M. David rappelle que la Région Bretagne a déployé la convention 100 % EAC de façon précoce sur tout le territoire régional, convaincue de la nécessité de favoriser l'accès aux EAC tout au long de la vie. La Région se veut proactive dans l'accompagnement du processus et estime que l'adossement à l'IEP va permettre une structuration plus efficiente de l'INSEAC et de ses relations avec tous les acteurs régionaux. Par ailleurs, la Région travaille à la préfiguration d'un pôle national d'excellence autour des questions d'éducation artistique et culturelle, ce qui va dans le sens de ce projet.

M. Hitti se dit également très heureux de la concrétisation de ce beau projet, soutenu par l'Université de Rennes.

M. Pasquier tient à souligner que jusqu'à présent, une seule antenne universitaire existait en centre Bretagne, avec l'IUT de Chimie de l'Université Bretagne Sud basé à Pontivy. Désormais, une deuxième antenne universitaire s'implantera à travers l'INSEAC sous l'égide de Sciences Po Rennes à Guingamp.

Mme Beniguel en déduit que les collectivités que sont la Ville de Guingamp et l'agglomération n'auront plus aucune marge de manœuvre dans la gouvernance de l'INSEAC. Par ailleurs, elle s'enquiert de la représentation des étudiants dans les instances de gouvernance de l'établissement.

M. Djalo réitère sa question relative à l'éventuelle ouverture de places supplémentaires pour les étudiants à l'INSEAC.

Mme Poulain souligne que la Ville de Guingamp n'était pas dans la gouvernance de l'INSEAC. Une convention avait été signée entre le CNAM-INSEAC et la Ville et cette convention est simplement transférée à Sciences Po Rennes. Elle tient en outre à souligner que l'INSEAC restera ancrée dans son territoire. En effet, le territoire de Guingamp est un laboratoire à ciel ouvert pour tous les projets de l'INSEAC et les liens sont nombreux avec les divers établissements et acteurs de la ville.

M. Diaz précise que l'IEP est en dialogue étroit avec la Ville de Guingamp, qui accueille deux établissements d'enseignement supérieur et souhaite développer la vie étudiante. En termes de gouvernance, le Directeur de Sciences Po Rennes va nommer le ou la futur(e) Directeur, Directrice de l'INSEAC, en accord avec les tutelles. Toutes ces décisions passeront par le conseil d'administration de Sciences Po, ce qui garantit une transparence.

Mme Poulain pense que quelques places peuvent être créées dans le Master 2 de l'INSEAC et que des convergences peuvent être imaginées avec le Master culture et transitions de l'IEP.

M. Lejolviet souligne que le maintien des moyens de l'INSEAC a été obtenu de haute lutte et il tient à remercier tous les acteurs ayant œuvré à l'aboutissement de ce projet. L'IEP de Rennes va apporter sa force de structuration pour laisser à l'INSEAC la possibilité de déployer pleinement son potentiel et ses missions. Il propose de passer aux votes.

- **INSEAC – convention de moyens**

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2026-01 et la soumet au vote.

La délibération 2026-01 est adoptée à la majorité absolue des membres en exercices (27 membres présents ou représentés : 20 votes POUR et 7 abstentions).

- **INSEAC – conventions avec la Ville de Guingamp**

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2026-02 et la soumet au vote.

La délibération 2026-02 est adoptée à la majorité absolue des membres en exercices (27 membres présents ou représentés : 20 votes POUR et 7 abstentions).

- **INSEAC – convention transitoire de fonctionnement**

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2026-03 et la soumet au vote.

La délibération 2026-03 est adoptée à la majorité absolue des membres en exercices (27 membres présents ou représentés : 20 votes POUR et 7 abstentions).

- **Modification du règlement intérieur : Intégration de l'INSEAC**

M. Lejolviet donne lecture de la délibération 2026-04 et la soumet au vote.

La délibération 2026-04 est adoptée à la majorité absolue des membres en exercices (27 membres présents ou représentés : 20 votes POUR et 7 abstentions).

*Le prochain conseil d'administration aura lieu **le 11 mars 2026***

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.